



Pour diffusion immédiate : 16/11/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

LA GOUVERNEURE HOCHUL ACCROÎT LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES NEW-YORKAIS ET PROTÈGE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN SIGNANT LA LOI SUR L'ARDOISE PROPRE

S.7551A/A.1029C Permet de sceller certains casiers judiciaires des années après leur condamnation ou leur incarcération si l'individu n'a pas commis de crime

Le compromis négocié par la gouverneure Hochul permet aux forces de l'ordre, aux procureurs, aux responsables scolaires et aux tribunaux d'accéder à l'intégralité du casier judiciaire d'un individu ; l'accès aux dossiers des condamnations pour meurtre, infractions sexuelles, terrorisme domestique et autres crimes graves restera inchangé pour tous

New York devient le 12e État à promulguer la législation de l'ardoise propre ; une analyse montre que les personnes concernées par l'effacement de leur casier judiciaire sont moins susceptibles que le grand public de commettre des infractions pénales

La gouverneure Kathy Hochul a signé aujourd'hui la loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) (S.7551A/A.1029C), qui permet de sceller certains casiers judiciaires des années après qu'une personne a été condamnée ou libérée de prison, si cette personne n'est pas condamnée par la suite pour un autre acte criminel. Après leur libération de toute incarcération, les dossiers des personnes ayant été condamnées pour des délits admissibles seront scellés au bout de trois ans et ceux des personnes ayant été condamnées pour certains crimes, au bout de huit ans. La loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) ne scellera pas les dossiers des personnes condamnées pour des crimes sexuels, des meurtres ou d'autres crimes de classe A non liés à la drogue ; les forces de l'ordre, les procureurs, le département de l'éducation de l'État de New York (New York State Education Department), les tribunaux et d'autres groupes continueront d'avoir accès à tous les casiers judiciaires en vertu de cette loi.

« Le meilleur outil de lutte contre la criminalité est un emploi bien rémunéré. C'est pourquoi je suis favorable à ce que les New-Yorkais puissent bénéficier d'une ardoise propre après avoir payé leur dette à la société et avoir passé des années sans commettre de nouvelle infraction », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « J'ai négocié un compromis qui protège la sécurité publique et stimule les opportunités économiques,

et la version finale de la loi sur l'ardoise propre aidera les New-Yorkais à accéder à l'emploi et au logement tout en permettant à la police, aux procureurs et aux responsables des établissements scolaires de protéger leurs communautés. Alors que notre État est confronté à une pénurie de main-d'œuvre, avec plus de 450 000 emplois vacants actuellement, cette nouvelle loi aidera les entreprises à trouver davantage de travailleurs qui les aideront à croître, à se développer et à prospérer. »

« La loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) constitue une avancée historique en matière de justice réparatrice et de seconde chance », **a déclaré le lieutenant-gouverneur Antonio Delgado.** « Cela permettra à de nombreux New-Yorkais de construire un nouvel avenir pour eux-mêmes, leurs familles et leur communauté. »

Andrea Stewart-Cousins, chef de la majorité au Sénat de l'État, a déclaré, « L'ardoise propre offre une véritable seconde chance aux personnes qui ont entièrement payé leur dette envers la société, leur permettant de redémarrer leur vie et de devenir des acteurs positifs au sein de leur communauté. En adoptant le projet de loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) et en le faisant signer par la Gouverneure, nous affirmons notre foi en la rédemption et en l'amélioration de notre société en offrant aux personnes anciennement incarcérées une meilleure voie vers l'avenir et en supprimant les obstacles qui ont empêché tant d'entre elles d'établir une stabilité dans leur vie. Ma reconnaissance va au sénateur Zellnor Myrie pour avoir défendu ce projet de loi au Sénat, et à ma conférence pour son soutien à l'adoption de cette législation vitale qui permettra à des milliers de New-Yorkais de se forger un avenir meilleur. Je remercie également la gouverneure Hochul qui a montré que son administration reconnaissait les implications économiques et morales de cet important projet de loi. »

Carl Heastie, président de l'Assemblée, a déclaré, « En promulguant la loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act), nous donnerons à des millions de New-Yorkais qui ont purgé leur peine la possibilité d'entamer un nouveau chapitre de leur vie, en leur ouvrant la porte à des possibilités de logement et d'emploi qui leur étaient jusqu'à présent fermées. Merci à l'auteur du projet de loi, la membre de l'Assemblée Catalina Cruz, et aux nombreux membres de la conférence de la majorité de l'Assemblée qui se sont battus avec acharnement pour que ce projet soit adopté. Nous restons déterminés à construire un système de justice pénale qui donne la priorité à la réhabilitation plutôt qu'à la punition perpétuelle et il s'agit là d'un pas important dans cette direction. Je me réjouis de continuer à travailler avec nos partenaires au sein du gouvernement pour atteindre cet objectif. »

La loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) (S.7551A/A.1029C) entre en vigueur dans un an à compter d'aujourd'hui. Elle donne au Bureau de l'administration des tribunaux de l'État de New York jusqu'à trois ans à compter de cette date pour mettre en œuvre les processus nécessaires à l'identification et à la mise sous scellés de tous les dossiers éligibles. La loi scelle certains casiers judiciaires après la libération d'une personne incarcérée : les condamnations pour délit mineur admissibles seront scellées trois ans après la libération, et les condamnations pour crime grave admissibles seront

scellées huit ans après la libération - à la condition que la personne condamnée pour l'infraction n'ait pas commis d'autre crime dans l'intervalle.

La loi comprend également de nombreux éléments visant à protéger la sécurité publique. Les dossiers ne seront pas mis sous scellés pour les autorités chargées de l'application de la loi ou le système de justice pénale. Les dossiers ne seront pas scellés pour les personnes condamnées pour des délits sexuels, des meurtres, des actes de terrorisme domestique et d'autres crimes de classe A non liés à la drogue, et ne seront pas non plus scellés tant que la libération conditionnelle ou la probation n'est pas terminée et qu'il n'y a pas de poursuites pénales dans l'État de New York. Le temps recommence à zéro si la libération conditionnelle ou la probation est révoquée ou s'il y a une nouvelle condamnation. Les employeurs autorisés par la loi à vérifier les antécédents criminels des candidats à l'emploi sur la base de leurs empreintes digitales continueront à recevoir ces dossiers et à les utiliser pour déterminer s'il y a lieu d'embaucher des personnes. Les informations relatives aux condamnations resteront disponibles à des fins d'application de la loi, pour le recrutement de policiers et d'agents de la paix, pour le recrutement d'enseignants dans les écoles publiques et privées et pour la vérification des antécédents en vue de l'achat d'armes à feu et/ou de l'obtention de licences.

New York deviendra le 12e État du pays à signer la législation de l'ardoise propre, rejoignant ainsi des États comme l'Utah, le South Dakota, l'Oklahoma, le New Jersey, le Michigan et la Pennsylvanie. Une étude de [l'institut libertaire Cato](#) a montré qu'après l'adoption par le Michigan d'une loi sur l'effacement des casiers judiciaires, les personnes dont le casier a été effacé présentaient un risque de criminalité inférieur à celui de la population générale de l'État ; la même étude a montré que le taux de recondamnation pour les crimes violents était inférieur à 1 %.

Un casier judiciaire peut empêcher une personne de participer pleinement à la vie de sa communauté une fois qu'elle a purgé sa peine. C'est particulièrement vrai pour les personnes issues des communautés de couleur, qui sont représentées de manière disproportionnée dans le système de justice pénale. Bien que l'État de New York ait le taux d'incarcération le plus bas des États comptant plus de 10 millions d'habitants, des disparités raciales [persistent](#). Les études [montrent](#) que sans la loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act), l'État de New York passe à côté d'une activité économique annuelle de 12,6 milliards de dollars - le coût total des salaires perdus chaque année en raison de la baisse des revenus des personnes dont le casier judiciaire n'est pas scellé ; à l'échelle nationale, le coût pour le produit intérieur (PIB) s'élève à environ 87 milliards de dollars chaque année.

Rossana Rosado, commissaire de la division des services de justice pénale de l'État de New York, a déclaré, « La loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) contribuera à réduire la récidive en veillant à ce que les personnes qui ont purgé leur peine puissent accéder à des possibilités d'éducation, à des emplois et à des logements, qui sont autant d'ingrédients essentiels à la réussite. Le fait d'aider les individus à réintégrer avec succès leur communauté améliore la vie et la sécurité

publique, et la loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) rend notre système de justice pénale plus équitable pour tous. Je remercie la gouverneure Kathy Hochul pour son leadership, sa vision et son soutien aux réformes qui fonctionnent. »

Le commissaire par intérim du département de l'administration pénitentiaire et de la surveillance communautaire de l'État de New York, Daniel F. Martuscello III, a déclaré, « L'élimination des obstacles à la réinsertion et l'octroi d'une seconde chance aux personnes impliquées dans la justice sont essentiels au processus de réadaptation. La loi sur l'ardoise propre (Clean Slate Act) permettra non seulement de poursuivre les efforts du département pour réduire la récidive, mais aussi de redonner espoir à des centaines de milliers de New-Yorkais en leur offrant un meilleur accès à l'emploi et au logement. Je félicite la gouverneure Hochul pour son leadership dans la mise en œuvre de changements aussi importants, tout en accordant une priorité absolue à la sécurité publique. Le département a déjà commencé à travailler avec ses partenaires de l'État pour s'assurer que le Bureau de l'administration des tribunaux dispose des ressources nécessaires pour mettre en œuvre cette loi aussi rapidement que possible. »

Le sénateur de l'État Zellnor Myrie a déclaré, « Ce n'est pas tous les jours que nous pouvons modifier nos lois pour renforcer nos communautés, rendre notre système juridique plus équitable, améliorer la sécurité publique et développer notre économie en même temps. Mais c'est exactement ce que l'ardoise propre fera pour les New-Yorkais. Je suis reconnaissante à la gouverneure Hochul d'avoir signé ce projet de loi transformateur, à ma partenaire Catalina Cruz, membre de l'Assemblée, et à l'une des coalitions les plus importantes, les plus larges et les plus diversifiées de l'histoire de l'État, qui a contribué à rendre ce moment possible. Aux millions de New-Yorkais qui seront touchés par cette loi, je suis fier de dire que l'attente est terminée. »

La membre de l'Assemblée Catalina Cruz a déclaré, « Je suis profondément ému par cette étape incroyable dans notre quête de justice, de rédemption et de développement économique. Cette loi transformatrice vise à réparer les conséquences néfastes d'un système de justice pénale conçu pour promouvoir l'iniquité et l'injustice, même une fois que la dette a été payée à la société. Des millions de New-Yorkais ont été accablés par le poids écrasant de leurs condamnations passées. En permettant aux personnes éligibles de l'ardoise propre, nous leur ouvrons les portes de l'emploi, de l'éducation et du logement dans la dignité, stimulant ainsi la croissance économique et la stabilité pour tous les New-Yorkais. Faire en sorte que les gens puissent travailler et trouver un logement est le meilleur moyen d'assurer la sécurité de nos communautés, de réduire la récidive et de briser le cycle de la pauvreté et de l'incarcération de masse pour les générations à venir. Je suis fier de la coalition solide et solidaire que nous avons formée, qu'il s'agisse de syndicats, de petites ou de grandes entreprises, de militants de la justice pénale et des forces de l'ordre, ou encore de leaders religieux et civiques. Cela témoigne de notre engagement à construire une économie plus inclusive et juste, où chacun a la possibilité de contribuer et de s'épanouir indépendamment de son passé. Je tiens à remercier la gouverneure Hochul d'avoir signé ce projet de loi, ainsi que le président de la Chambre des représentants, M. Heastie, pour n'avoir jamais failli à notre vision collective. Je tiens également à remercier mon collègue, le sénateur

Myrie, et la coalition pour l'ardoise propre (Clean Slate Coalition) qui se sont battus à chaque étape pour que 2,3 millions de New-Yorkais et les générations à venir bénéficient de la seconde chance dont ils ont désespérément besoin. »

La loi impose à du Bureau de l'administration des tribunaux de déterminer quels casiers judiciaires peuvent être scellés et de notifier les condamnations scellées aux entités suivantes : la Division des services de justice pénale (Division of Criminal Justice Services) de l'État, qui gère les casiers judiciaires basés sur les empreintes digitales ; les tribunaux de condamnation, les greffiers de comté, les départements de police, les bureaux des shérifs et les bureaux des procureurs de district.

La loi s'appuie également sur d'autres efforts mis en œuvre et adoptés par l'État de New York pour contribuer à lever les obstacles auxquels sont confrontées les personnes ayant fait l'objet de condamnations pénales, en particulier les quelque 25 000 individus qui réintègrent chaque année leur communauté après avoir purgé une peine de prison. L'État a rétabli le droit de vote pour les personnes en liberté conditionnelle, supprimé les interdictions totales de licences professionnelles, mis en œuvre l'embauche équitable dans les agences de l'État et interdit la discrimination dans les logements financés par l'État sur la seule base du casier judiciaire d'un individu, parmi d'autres initiatives.

La gouverneure Hochul a donné la priorité à la sécurité publique tout au long de son mandat, en garantissant le financement du système de justice pénale le plus important depuis une génération, et en augmentant les investissements pour améliorer les opportunités pour les jeunes et les familles et renforcer les communautés. Le budget de l'exercice 2024 finance [le plan de sécurité publique de la gouverneure et le plan global pour lutter contre la violence armée et les crimes violents, améliorer la sécurité des communautés et accroître la confiance du public dans le système de justice pénale](#). Dans le cadre de ce plan, le budget prévoit des investissements records pour soutenir les programmes et les services qui aident à la réinsertion, ainsi que les programmes préalables au procès conçus pour éviter aux individus de s'engager plus avant dans le système de justice pénale.

###

D'autres informations sont disponibles sur www.governor.ny.gov.
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :
ny.gov/signup | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

[SE DÉSABONNER](#)